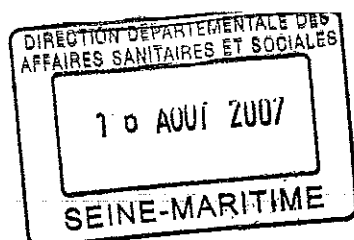




DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
DE HAUTE-NORMANDIE



Le Havre, le 26 juillet 2007

Groupe de Subdivisions du Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 - Le Havre Cedex

Subdivision STB  
Affaire suivie par Catherine FORTIN  
Téléphone : 02.35.19.32.84  
Télécopie : 02.35.19.32.99  
Mél : catherine.fortin@industrie.gouv.fr

GSLH.2007.07.1140 CFo/MJ

## DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Société ECO HUILE à Lillebonne  
N° SIRET : 393 361 175 00010

### Rapport de l'inspecteur des installations classées au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques

Objet : Proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire - demande de réalisation d'un plan de gestion

#### **1. PRESENTATION DE LA SOCIETE :**

La Société ECO HUILE, dont le siège social est situé Z.I. avenue de Port Jérôme – BP 64 - 76170 Lillebonne, exerce une activité de régénération des huiles usagées, sur la commune de Lillebonne. Cet établissement est soumis à autorisation par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2005.

#### **2. CONTEXTE :**

Suite à l'évaluation simplifiée des risques menée en 2001, l'inspection des installations classées a demandé à la société ECO HUILE la réalisation de compléments d'étude pour connaître l'évolution des sources de pollutions présentes sur le site qui avaient classé le site en classe 1<sup>a</sup>.

Les travaux qui ont été réalisés sont les suivants :

- une nouvelle notation des sources classées 1 dans la précédente étude simplifiée des risques suivant la méthode du guide du BRGM « guide méthodologique pour l'évaluation simplifiée des risques des sites potentiellement pollués » suite aux actions menées depuis 2001 au niveau des sources 1a, 1b, 6a, 6b et 13;

<sup>a</sup> classe 1 : sites nécessitant des investigations approfondies et une évaluation détaillée des risques



- une caractérisation de deux lentilles de pollution (2a et 14) avec la limite et les caractéristiques de ces lentilles (hauteur de lentille, hauteur de la zone d'émulsion), l'effet du marnage et la relation potentielle entre ces deux lentilles.

En 2001, les sources de pollution identifiées étaient les suivantes :

Source	Description/origine	Position/au site	Type de pollution
1	Remblai avec matériaux pollués	nord	métallique et organique
2	Ancien stockage de terres de filtration usées	sud-ouest	métallique et organique
3	Sédiments de l'exutoire	nord-ouest	métallique et organique
4	Voie ferrée	est	métallique et organique
5	Terrain derrière la cuve de goudrons sulfuriques	sud-ouest	métallique et organique
6	Stockage des terres usées de filtration	nord-ouest	métallique et organique
7	Stockage des mâchefers	centre	métallique et organique
8	Benne de récupération des cendres	centre	métallique et organique
9	Stockage des goudrons sulfuriques	centre	métallique et organique
10	Stockage fuel et transformateurs au PCB	centre	métallique et organique
11	Dépôt de ferraille et gravats	sud-est	métallique et organique
12	Pollution due à des dépotages ponctuels ou au lavage des camions	sud-est	métallique et organique
13	Sous-sol des cuvettes de rétention ou aux abords des cuvettes ou des installations (transfo, colonnes...)	différents endroits	métallique et organique

Une quatorzième source a été identifiée suite aux analyses effectuées sur un piézomètre. Elle se situe au sud-est du site.

Les cibles potentielles identifiées pour les eaux souterraines et superficielles étaient les industriels utilisant ces eaux et pour les sols et le sous-sol, les travailleurs du site.

Source	Polluants	Milieu/cible	Observation
1b	plomb	sols	Zone non utilisée aujourd'hui. Peu de personnes sont présentes sur cette zone et leur temps de séjour est court
2a	nappe d'hydrocarbures	eaux souterraines	Nappe d'hydrocarbures probablement due aux stockages des terres usées de filtration dans le passé
6a	stockage des terres usées de filtration	sols	Elimination en cours. Cette source sera donc éliminée dès que l'intégralité des terres usées de filtration aura été enlevée
6b			
13	hydrocarbures	eaux souterraines	Situées sous les dallages du site, pas de risque de lixiviation et d'atteinte de la nappe
14	nappe d'hydrocarbures	eaux souterraines	Origine non identifiée (pollution amont ou activité historique)

#### **Conclusion des compléments d'étude :**

Les sources 6a et 6b n'existent plus, donc aucune notation n'a été effectuée. Ces sources étant comprises dans le périmètre de la source 1b, leur impact est inclus dans la notation de la source 1b.

La source 1b et 2a présente toujours un classement 1 pour les paramètres hydrocarbures. Cette zone présente une activité restreinte, le temps de séjour du personnel est faible.

La source 14 présente un classement en classe 2<sup>B</sup>.

La source 13 est désormais en classe 3<sup>Y</sup> car la cuvette de rétention a été remise à neuf ce qui empêche toute lixiviation des eaux superficielles dans le sol.

La pollution de 2001 au niveau du piézomètre de la source 2a n'est pas une lentille d'hydrocarbures présente dans l'aquifère mais provient d'une pollution existante dans le sol. De même, pour la nappe de pollution présumée pour la source 14, il a été constaté que les sols au droit de cette zone présentent une pollution aux hydrocarbures, le point de sondage réalisé au niveau du parking ne montre pas de pollution, d'où la conclusion d'une pollution interne au site et provenant des sols de la zone.

### **3. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES :**

Deux types d'actions sont à mettre en place :

#### **a) Le suivi de la nappe :**

**Suivi réglementaire (article 65 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998) :**

la société ECO HUILE étant soumise à autorisation pour la rubrique 1434 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement avec un débit des pompes de 100 m<sup>3</sup>/h (soit supérieur à 40 m<sup>3</sup>/h), elle doit respecter les dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. A ce titre, elle doit réaliser une surveillance des eaux souterraines, disposition prévue à l'article 1 du projet de prescriptions, avec :

- l'implantation d'un réseau de piézomètres qui découle d'une étude hydrogéologique ;
- des analyses des eaux souterraines en fonction de l'activité du site et selon une fréquence a minima semestrielle ;
- les mesures nécessaires en cas d'évolution constatée.

**Suivi approfondi :** une étude plus approfondie sur la composition de la pollution détectée sur les piézomètres permettrait de déterminer l'origine exacte de celle-ci, en effectuant une campagne d'analyses poussées sur le surnageant recueilli au niveau des piézomètres. A défaut d'analyse plus approfondie sur cette pollution, des actions de suppression seront menées.

#### **b) Plan de gestion :**

De plus, dans le cadre de la nouvelle politique en matière de sites et sols pollués de février 2007, l'inspection des installations classées demande à la société ECO HUILE de réaliser un plan de gestion afin de supprimer ou gérer les sources de pollution en tenant compte des techniques disponibles et de leurs coûts économiques. La maîtrise des sources de pollution et de leurs impacts est un aspect fondamental du plan de gestion car elle participe à la démarche globale d'amélioration des milieux.

Ce plan de gestion doit s'appuyer sur les principes de réduction des pollutions à la source, de maîtrise des impacts et de gestion du risque résiduel.

---

<sup>B</sup> classe 2 : sites « à surveiller »

<sup>Y</sup> classe 3 : sites ne nécessitant pas d'autres investigations pour les conditions d'usage et d'environnement pour lesquelles l'évaluation simplifiée des risques a été réalisée

#### 4. CONCLUSION :

En application de l'article 18 du décret n° 77-1133 modifié, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de Seine-Maritime, d'imposer à la société ECO HUILE, située sur la commune de Lillebonne, les prescriptions complémentaires jointes en annexe 1.

<b>REDACTEUR :</b> Le Havre, le 26 juillet 2007  L'Inspecteur des installations classées   Catherine FORTIN	<b>VERIFICATEUR :</b> Le 13/08/07  L'adjoint au chef du service régional de l'environnement Industriel,   Christian LEGRAND	<b>APPROBATEUR :</b> Le 13/08/07 Adopté et transmis à monsieur le Préfet de Seine-Maritime, pour le directeur et par délégation ;  L'adjoint au chef du service régional de l'environnement Industriel, <i>et par retour</i>   Christian LEGRAND
--	---	--

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral  
en date du

Société **ECO HUILE**  
76170 Lillebonne

## **ARTICLE 1 - surveillance des eaux souterraines**

La surveillance des eaux souterraines s'effectue sous la responsabilité et aux frais de l'exploitant.

### **Article 1.1. réseau piézométrique**

Le réseau est constitué de piézomètres. La définition du nombre de piézomètres et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique, a minima il est implanté un piézomètre en amont et deux en aval. L'implantation retenue fait l'objet d'une information préalable à l'inspection des installations classées.

Le réseau est implanté de telle sorte qu'il permette de détecter une éventuelle migration des polluants et de suivre l'impact des pollutions résiduelles sur les eaux souterraines.

Les dispositifs précités doivent rester pérennes tant qu'ils sont nécessaires au suivi analytique des eaux susceptibles d'être contaminées du fait des polluants mis en évidence sur le site.

Le producteur, à défaut le détenteur, adopte à cet effet toutes les dispositions utiles et procède à des vérifications périodiques aussi souvent que nécessaire.

### **Article 1.2. définition des campagnes d'analyse**

Sur chaque puits piézométrique, des prélèvements et analyses d'eau sont effectués, a minima, semestriellement conformément à l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, selon les normes applicables.

Les paramètres suivants sont recherchés :

- indices organoleptiques (couleur, aspect, turbidité),
- niveau piézométrique,
- température, conductivité électrique, pH et potentiel redox,
- oxygène dissous,
- carbone organique total (COT) et dissous,
- hydrocarbures totaux (HCT),
- hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP),
- épaisseur d'hydrocarbures (surnageant) le cas échéant,
- métaux (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc).

### **Article 1.3. prélèvements et analyses**

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement doivent être réalisés conformément aux normes en vigueur compte tenu des caractéristiques du milieu.

Lorsque les normes existent, le laboratoire choisi pour effectuer les analyses est agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Pour les paramètres ne faisant pas l'objet de méthode de référence, la procédure doit permettre une représentation fiable de l'évolution du paramètre.

En particulier, les opérations sont faites selon les règles de bonne pratique et recommandations du fascicule de documentation AFNOR FD X 31-615 de décembre 2000.

Les fiches de prélèvement et les bordereaux de suivi des échantillons sont conservés par l'exploitant afin d'assurer la traçabilité de l'échantillonnage sur toute la période de surveillance.

#### **Article 1.4. transmission des résultats**

Les résultats des campagnes d'analyse et leur interprétation sont communiqués à l'inspection des installations classées au plus tard 6 semaines après la date de prélèvements.

Les résultats sont présentés sous forme de tableaux synthétiques mentionnant les valeurs de référence et, en annexe, la copie des certificats d'analyse et des fiches d'échantillons conformes à la norme AFNOR FD X 31-615.

En cas de dépassement des valeurs de référence ou de dérive observées, les résultats sont commentés et les causes en sont recherchées. Un programme d'actions correctives et/ou compensatoires est établi et soumis à l'inspection des installations classées.

#### **Article 1.5. bilan**

Un bilan du suivi analytique est réalisé annuellement.

L'objectif est de contrôler l'évolution de la qualité des eaux et de vérifier que l'évolution des concentrations est favorable à l'environnement au cours des années.

Le bilan doit être synthétique et commenté en vue de répondre à son objectif.

L'interprétation des résultats se fonde sur les valeurs de référence adaptées selon l'emplacement du point de prélèvement et la nature de l'eau prélevée, la qualité des eaux en amont, les exigences de qualité des eaux et tout autre référentiel pertinent.

#### **Article 1.6. modification**

En cas d'évolution défavorable, une modification du programme peut se faire dans le sens d'une sévérisation de la surveillance (augmentation de la fréquence des prélèvements, nature des polluants recherchés ...) en concertation avec l'exploitant et l'inspection des installations classées.

#### **Article 1.7. en cas de détection d'un surnageant**

En cas de détection de surnageant, un pompage de cette pollution est effectué afin de l'éliminer ou à défaut des investigations plus approfondies sont menées. L'inspection des installations classées est consultée avant toute investigation.

### **ARTICLE 2 - mesures de gestion liées à la pollution des sols**

L'exploitant doit proposer, sous trois mois, un plan de gestion qui est élaboré conformément au guide « modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ». Ce plan de gestion est établi sur les principes suivants : en premier lieu la réduction de la pollution à la source, ensuite la maîtrise des impacts et la gestion du risque résiduel.

### **ARTICLE 3 - échéances**

#### **Article 3.1. surveillance piézométrique**

A compter de la notification du présent arrêté, la surveillance piézométrique doit être mise en place sous six mois.

#### **Article 3.2. mesure de gestion**

A compter de la notification du présent arrêté, le plan de gestion demandé à l'article 2 doit être remis à l'inspection des installations classées sous trois mois.